

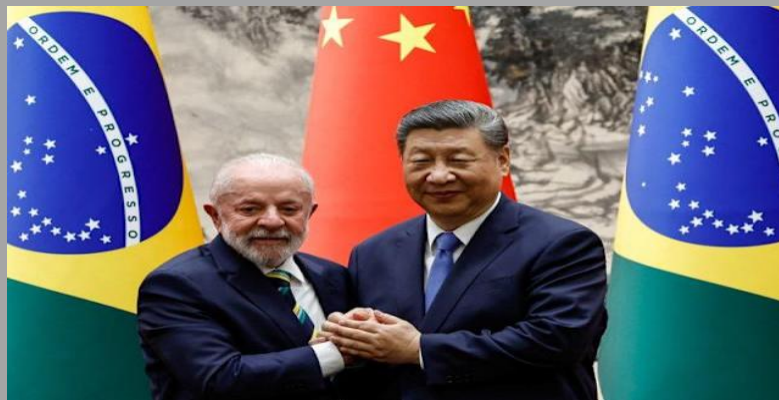
# LE FIN MEMO



LA LIGNE FINE

*Institut*

## Implications stratégiques de la perception de la Chine sur l'accord UE–Mercosur.



Thématiques : RIDS – Relations internationales, Défense et Sécurité  
Auteurs : Hugo FERNANDEZ CASTAGNÈDE, Lucas PEREIRA DOS SANTOS  
Publication : 21 mai 2026

# Introduction

**Le Mercosur est à la croisée des chemins de la rivalité géoéconomique mondiale.**

Au cours des deux dernières décennies, l'économie politique de l'Amérique du Sud a connu une transformation sismique. L'essor de la Chine a radicalement remodelé les modes traditionnels de commerce et d'investissement, remplaçant des acteurs de longue date comme l'Union européenne. Un chiffre illustre clairement ce changement : **en 2017, la Chine est devenue le principal partenaire commercial du Mercosur, une position que l'UE occupait depuis des décennies.**

Ce changement n'est pas seulement quantitatif mais qualitatif. La Chine a construit une relation d'interdépendance asymétrique avec le bloc sud-américain en termes de commerce international. Cette dynamique commerciale s'est accompagnée d'une influence financière croissante, un phénomène bien établi. Parallèlement, l'UE a cherché à contrebalancer cette perte d'influence par son accord d'association birégionale avec le Mercosur.

Après plus de deux décennies de négociations, l'accord, signé en janvier 2026, n'est pas simplement un projet ambitieux de libéralisation commerciale. Dans un contexte mondial marqué par une rivalité stratégique croissante entre les États-Unis et la Chine, et la reconfiguration qui en résulte des chaînes de valeur mondiales, le traité émerge comme un instrument géopolitique de premier ordre.

Au milieu d'une concurrence croissante pour l'influence en Amérique latine, une question analytique centrale émerge : **comment la Chine interprète l'accord UE–Mercosur et quelles implications cela pourrait avoir pour sa stratégie régionale. Du point de vue de Pékin, l'accord UE–Mercosur n'est pas simplement un traité commercial, mais un défi géoéconomique complexe qui remodele l'environnement régional dans lequel il opère et nécessite un ajustement stratégique plutôt qu'une révision fondamentale de son approche.**

Pour étayer cet argument, le mémorandum est structuré en trois sections.

- I. Il analyse les intérêts stratégiques de la Chine dans le Mercosur, allant au-delà du prisme étroit des relations commerciales ;
- II. Elle examine l'impact spécifique de l'accord UE–Mercosur sur ces intérêts, identifiant les secteurs et dynamiques les plus sensibles ;
- III. Il évalue les perceptions probables et les réponses stratégiques de la Chine.

Enfin, il se conclut par les implications géopolitiques de cette configuration émergente pour l'équilibre des pouvoirs en Amérique du Sud.

## I. Les piliers de la stratégie chinoise au Mercosur

L'expansion de la Chine dans le Mercosur n'est pas un phénomène aléatoire, mais plutôt le résultat d'une stratégie délibérée et forte.

**Pilier économique-commercial : la centralité des ressources et des marchés.**

La Chine est le principal partenaire commercial du Mercosur, représentant 26,7 % de son commerce extérieur en 2023, devant l'UE (16,9 %) et les États-Unis (13,9 %). Le commerce suit un **schéma traditionnel noyau-périphérie**. Une relation inégale : la Chine diversifie ses fournisseurs et modernise son économie, le Mercosur accroît la dépendance à quelques matières premières et fait face au déplacement industriel dans des secteurs comme le textile et l'électronique en raison de la concurrence chinoise.

**Pilier Finance–Investissement : Connectivité et Dépendance Stratégique.**

Le deuxième pilier stratégique de la Chine en Amérique latine est son rôle de financier et d'investisseur. Par l'intermédiaire de la Banque de développement de Chine et de la China

Eximbank, elle a prêté plus de 140 milliards de dollars depuis 2005, dépassant la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement réunies, et est largement considérée comme un acteur financier clé dans la construction des infrastructures sud-américaines. Ces fonds ciblent des projets stratégiques tels que des centrales hydroélectriques en Équateur, des chemins de fer en Argentine, et des lignes électriques au Brésil et en République dominicaine. Au-delà de l'économie, ils assurent l'accès aux ressources, intègrent des entreprises comme la China Railway Construction Corporation et Gezhouba, et offrent une alternative à la finance occidentale pour les pays ayant un accès limité aux marchés de capitaux.

### **Pilier géopolitique : un allié stratégique dans le Sud global.**

Au-delà de l'économie, la Chine considère le Mercosur, en particulier le Brésil et l'Argentine, comme des partenaires géopolitiques clés dans la refonte de l'ordre international. Son document de politique de 2016 promeut des « partenariats stratégiques globaux » fondés sur la coopération Sud-Sud, renforcés par les tensions commerciales de l'ère Trump encourageant la coordination avec les défenseurs du multilatéralisme.

Grâce à BRICS+, le Brésil soutient les efforts pour contrebalancer le G7 via la réforme du FMI et la dé-dollarisation. L'initiative Ceinture et Route, étendue à l'Argentine et à l'Uruguay, intègre le Mercosur aux réseaux dirigés par la Chine. Dans un contexte de rivalité américaine, la coopération s'étend également à l'infrastructure numérique, à la 5G et à l'espace, soutenant un écosystème technologique alternatif aux systèmes dirigés par l'Occident.

## **Tableau 1 : Logiques stratégiques comparatives dans le commerce international entre l'UE et le Mercosur, et la Chine.**

<b>Dimension</b>	<b>Union européenne</b>	<b>Chine</b>	<b>Mercosur</b>
<b>Modèle de relation</b>	Interrégionalisme institutionnalisé	Bilatéralisme pragmatique	Réceptionniste d'influences extérieures
<b>Instruments principaux</b>	Accords commerciaux, initiative Global Gateway, coopération réglementaire	Commerce des matières premières, financement des infrastructures (CDB/Eximbank), Initiative Belt and Road (BRI), coopération technologique (par exemple, Huawei)	Tarif extérieur commun (avec exceptions), capacité d'exportation de ressources naturelles
<b>Objectifs stratégiques</b>	Renforcer la présence économique, respecter les normes réglementaires à l'exportation, ancrer la région dans l'orbite transatlantique	Sécuriser les ressources stratégiques, créer une dépendance à long terme, gagner des alliés dans le Sud global	Diversifier les partenaires commerciaux, attirer des investissements, maintenir une autonomie stratégique

<b>Avantages comparatifs</b>	Pouvoir normatif, normes de durabilité, marché à forte valeur ajoutée	Demande insatiable de ressources, financement sans conditionnalité politique, rapidité d'exécution	Abondance de ressources naturelles, marché régional intégré
<b>Faiblesses / Défis</b>	Conditionnalité réglementaire (perçue comme une interférence), dynamisme commercial relativement faible	Dépendance aux exportations de matières premières des partenaires, perception d'asymétrie, concurrence avec les industries locales	Fragmentation interne, re-primarisation de l'économie, dépendance envers des acteurs externes

## II. L'accord UE–Mercosur : une analyse de son impact sur les intérêts chinois.

L'accord UE–Mercosur vise à approfondir la coopération en matière de durabilité, de transformation numérique et de coordination multilatérale, en tant que partenariat stratégique large. Cela reflète les efforts de l'UE pour regagner de l'influence dans une région où la Chine est désormais le principal partenaire commercial et affecte des piliers clés de la stratégie chinoise.

### **Dimension commerciale : avantages tarifaires et concurrence sectorielle.**

L'accord crée une zone tarifaire préférentielle favorisant les produits de l'UE par rapport aux exportations chinoises dans le Mercosur, la plupart des échanges étant progressivement libéralisés sur 10 ans (Grieger, 2025), réduisant la compétitivité des prix de la Chine. Les secteurs de l'UE bénéficient d'avantages importants : les voitures font face à une suppression progressive des tarifs alors que les véhicules chinois restent taxés à 35 %, la plupart des machines deviennent exonérées de droits douaniers et les produits chimiques et pharmaceutiques bénéficient d'une protection tarifaire plus élevée. Dans l'ensemble, elle redirige le commerce en faveur de l'Europe et s'éloigne des exportations chinoises à valeur ajoutée.

### **Dimension normative : le défi du pouvoir réglementaire européen.**

Au-delà des tarifs, l'accord oppose deux modèles commerciaux en liant l'accès des marchés de l'UE aux normes environnementales et sociales (chapitre TSD, Accord de Paris), créant des barrières non tarifaires car l'alignement du Mercosur avec les règles de l'UE augmente les coûts de conformité et peut restreindre les exportations chinoises. Cela reflète également un choc entre l'approche normative de l'UE et le modèle chinois basé sur l'absence d'ingérence.

### **Dimension géopolitique : Mercosur comme arène de rivalité systémique.**

Enfin, l'accord a une dimension géopolitique, visant à ancrer le Mercosur dans la sphère transatlantique au milieu de la fragmentation provoquée par les États-Unis. Elle impacte la Chine par la concurrence dans les infrastructures, puisque la Passerelle mondiale de l'UE (300 milliards d'euros) concurrence la Ceinture et la Route en proposant une alternative fondée sur des normes environnementales et sociales plus élevées. Elle renforce également la coordination UE–Mercosur dans les forums multilatéraux (climat, commerce numérique, investissement), réduisant l'influence de la Chine et sa capacité à positionner Mercosur comme un partenaire du Sud global.

Ainsi, au-delà de ces effets sectoriels et réglementaires, l'accord UE–Mercosur marque un changement plus large dans l'équilibre de l'influence extérieure en Amérique latine, remodelant l'environnement stratégique dans lequel la Chine opère et conditionnant la portée de ses futures réponses.

### **III. Le calcul stratégique de Pékin : perceptions et réponses au nouveau scénario.**

Après avoir évalué l'accord UE–Mercosur, la réponse de la Chine devrait être mitigée, combinant coopération, concurrence et ajustement sélectif. L'argument central de cette analyse est que l'accord n'est pas perçu comme un revers majeur, car les schémas commerciaux structurels fondés sur la demande en ressources et les exportations manufacturées restent inchangés, et que le modèle centre-périphérie est trop ancré pour être inversé par un seul accord. Il est donc peu probable que Pékin adopte une position conflictuelle, préférant des stratégies visant à compenser et, lorsque possible, à en tirer profit.

#### **Approfondissement des relations bilatérales avec les « poids lourds ».**

Compte tenu de la difficulté d'un accord bloc à bloc avec le Mercosur, notamment en raison de la reconnaissance de Taïwan par le Paraguay, la Chine est susceptible de renforcer le bilatéralisme pragmatique. Le Brésil est la priorité principale en tant qu'économie dominante, représentant 78,1 % du commerce Mercosur–UE (Grieger, 2025), et Pékin pourrait approfondir la coopération via COSBAN dans la transition énergétique, les infrastructures numériques et le financement en monnaie locale afin de réduire la dépendance au dollar américain. L'Argentine reste un partenaire clé malgré la volatilité, maintenue par des accords de swap de devises soutenant les réserves et les investissements dans les infrastructures énergétiques et logistiques (Myers & Gallagher, 2019), et ces liens devraient être encore élargis pour contrer l'influence européenne.

#### **Diversification des instruments de coopération : au-delà de la BRI.**

La Chine peut également diversifier son engagement au-delà des liens bilatéraux et de l'initiative Belt and Road, déjà rejointe par l'Argentine et l'Uruguay. Il est probable qu'elle favorise la coopération technologique via les infrastructures numériques, l'IA, les centres de données et les villes intelligentes, Huawei étant déjà active au Brésil et au Chili. Elle peut également renforcer le financement flexible en offrant des lignes de crédit plus rapides avec moins de conditions environnementales et sociales que les institutions de l'UE ou de Bretton Woods, ciblant les infrastructures énergétiques et de transport moins éligibles au financement de l'UE.

#### **La représaille sélective et la « géopolitique des ressources ».**

La Chine dispose également d'outils de pression asymétrique en raison de son rôle de principal acheteur des matières premières du Mercosur. Elle pourrait rediriger les achats vers des partenaires plus réceptifs comme le Brésil et l'Argentine tout en marginalisant l'Uruguay ou le Paraguay, lier les contrats de matières premières à des avantages pour les entreprises chinoises dans les appels d'offres d'infrastructures afin de compenser les gains tarifaires de l'UE, et utiliser sa position dominante dans les chaînes d'approvisionnement critiques comme le traitement du lithium et des terres rares pour influencer le développement des chaînes de valeur en concurrence avec l'Europe.

## **Tableau 2 : Liens causaux entre l'accord Mercosur de l'UE et les réponses stratégiques de la Chine.**

Pilier stratégique de la Chine (Point 2)	Impact de l'accord UE–Mercosur (point 3)	Réponse chinoise attendue (point 4)
<b>Économique et commercial</b> (Accès aux ressources et marchés des biens manufacturés)	<b>Diversification commerciale :</b> avantages tarifaires pour les produits européens dans des secteurs tels que l'automobile, la mécanique et la chimie.	<b>Approfondissement bilatéral :</b> Intensifier les relations commerciales avec le Brésil et l'Argentine pour compenser les pertes potentielles.
<b>Finance-investissement</b> (financement des infrastructures stratégiques)	<b>Compétition géopolitique :</b> La Passerelle mondiale de l'UE est directement en concurrence avec l'Initiative Ceinture et la Route (BRI).	<b>Diversification instrumentale :</b> Offrir un financement plus rapide et moins conditionnel pour des projets clés, en concurrence sur la rapidité et la flexibilité.
<b>Géopolitique</b> (Alliés dans le Sud global et forums multilatéraux)	<b>Alignement réglementaire :</b> L'accord rapproche Mercosur des normes et de l'orbite politique de l'UE.	<b>Représailles sélectives et « géopolitique des ressources » :</b> Utiliser sa demande de matières premières (soja, lithium, bœuf) comme levier pour exercer une pression et façonner l'alignement politique.

En fin de compte, la réponse de la Chine à l'accord UE–Mercosur est peu susceptible de ressembler à celle d'un acteur déplacé, mais plutôt à celle d'un concurrent stratégique cherchant à s'adapter et à contrebalancer le nouvel environnement. Pékin pourrait combiner le renforcement de ses liens bilatéraux avec les partenaires les plus importants du bloc, la diversification de ses instruments de coopération vers les secteurs technologiques et financiers à fort rendement politique, et l'utilisation potentielle de son immense demande de ressources comme outil de levier asymétrique.

Plutôt que de se retirer de la région, la Chine devrait redoubler d'efforts dans son engagement avec le Mercosur, transformant la concurrence européenne en une incitation à innover et à étendre sa propre stratégie d'engagement économique et géopolitique en Amérique du Sud.

## Conclusion : Vers un nouvel équilibre des pouvoirs en Amérique du Sud

L'accord UE–Mercosur ne conclut pas un long processus de négociation mais ouvre une nouvelle phase de compétition géoéconomique en Amérique du Sud. Elle renforce la position de l'UE par un alignement réglementaire, un accès accru au marché et des outils de connectivité, sans déloger fondamentalement les acteurs existants.

Du point de vue de Pékin, cela représente un défi stratégique multidimensionnel, mais pas une menace existentielle. La réponse attendue est une adaptation concurrentielle plutôt qu'une confrontation, fondée sur des liens bilatéraux plus profonds avec le Brésil et l'Argentine, une coopération accrue dans les secteurs numérique et technologique, et un levier continu en tant qu'acheteur clé de matières premières.

Plus largement, le Mercosur devient un espace structuré par deux logiques externes : un modèle européen fondé sur des règles et des conditionnalités, et une approche centrée sur l'investissement et la flexibilité. Le résultat n'est pas un réalignement mais une configuration d'influence en couches, où la concurrence et la coexistence opèrent simultanément entre secteurs. Dans ce contexte, la capacité de Merco sur à équilibrer ces pressions est centrale pour préserver son autonomie stratégique dans un environnement international de plus en plus complexe.

## Bibliographie

- CONSEIL EUROPÉEN. « Explications des accords UE-Mercosur ». *Explications*. Site web du Conseil européen. Dernière critique le 24 mars 2026. Disponible à <https://www.consilium.europa.eu/en/policies/eu-mercosur-agreements-explained/>.
- GARCÍA-HERRERO, A. « Reconfiguración de las cadenas globales de valor : rivalidad Estados Unidos-China y rol de la UE ». *Revista CIDOB d'Afers Internacionals*, (134), 51–73. 2023. Disponible sur <https://doi.org/10.24241/rcai.2023.134.2.51>
- GARCÍA-HERRERO, A., & SANTABÁRBARA, D.. « La Chine a-t-elle un impact sur les investissements directs étrangers en Amérique latine ? ». *Documentos de Trabajo*, (0517). Publié par Banco de España. 2005. Disponible sur <https://www.bde.es/f/webbde/SES/Secciones/Publicaciones/PublicacionesSerias/DocmentosTrabajo/05/Fic/dt0517e.pdf>.
- GASCÓN MALDONANDO, J. A.. « ¿Encrucijada geopolítica o complementaridad estratégica ? Une aproximación à la relación del MERCOSUR con China y la Unión Europea ». *Historia Actual Online*, (68), 167–190. 2025. <https://doi.org/10.36132/cqytwz09>
- GRIEGER, G.. Accord de partenariat UE-Mercosur : pilier commercial (PE 769.537). *Service européen de recherche parlementaire (EPRS)*. 2025. [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS\\_BRI\(2025\)769537](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS_BRI(2025)769537)
- MERICS (Institut Mercator pour les études chinoises). *Cartographier l'initiative Ceinture et Route : voici où nous en sommes*. 2018. <https://merics.org/en/tracker/mapping-belt-and-road-initiative-where-we-stand>.

- MYERS, M., & GALLAGHER, K. P.. « Capital prudent : financement du développement chinois en LAC, 2018 ». *Rapport Chine-Amérique latine*. Publié par The Dialogue & Global Development Policy Center. 2019. Disponible à <https://www.thedialogue.org/wp-content/uploads/2019/02/Chinese-Finance-in-LAC-2018-2.pdf>.
- BUREAU DU CONSEIL D'ÉTAT DE L'INFORMATION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE. *Le document de politique chinois sur l'Amérique latine et les Caraïbes*. *Xinhua*. 24 novembre [https://english.www.gov.cn/news/202512/10/content\\_WS693962c3c6d00ca5f9a08069.html](https://english.www.gov.cn/news/202512/10/content_WS693962c3c6d00ca5f9a08069.html) 2016.
- THIEBAUT, R.. « Renforcer la coopération entre le MERCOSUR et la Chine pour l'innovation ». *Politique et politique asiatiques*. Forum mondial d'échange AI, Dubaï, Émirats arabes unis, 2025. <https://doi.org/10.1111/aspp.70032>.
- Turner, B.. « La relación entre China y América Latina. Perspectivas desde el Mercosur ». *Perspectivas Revista de Ciencias Sociales* - ISSN 2525-1112, pp. 187-195. 2019. <https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=9175478>.